

FEB 16 1988



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/43/139
S/19501
12 février 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-troisième session
Points 42, 72, 130 et 137 de la liste
préliminaire*
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE
ETATS
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON
VOISINAGE ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-troisième année

Lettre datée du 12 février 1988, adressée au Secrétaire général par le
Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Viet Nam
auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le
texte de la déclaration faite le 9 février 1988 par le porte-parole du Ministère
des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam au sujet des
récentes attaques de la Thaïlande contre le territoire lao (voir l'annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des
points 42, 72, 130 et 137 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent par intérim,

(Signé) NGUYEN BINH THANH

* A/43/50.

ANNEXE

Déclaration faite le 9 février 1988 par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Viet Nam

Dans une déclaration du Ministère lao des affaires étrangères en date du 5 février 1988, il a été indiqué que la situation le long de la frontière lao-thaïlandaise, dans le village de Nabonoi (province de Sayaboury), demeurait tendue ces derniers jours. Au mépris des propositions bien intentionnées de la République démocratique populaire lao et des protestations de l'opinion publique mondiale, certains responsables appartenant aux milieux dirigeants thaïlandais ont encouragé ouvertement des attaques visant à occuper du terrain et ont menacé d'utiliser les forces armées pour "refouler les troupes lao de la zone litigieuse". La Thaïlande a envoyé de forts contingents de troupes dans deux régions contrôlées par l'armée, ainsi que sa force spéciale, appuyée par l'artillerie et les forces aériennes, pour lancer des attaques massives sur les positions lao dans cette province. Il y a encore plus grave : les forces aériennes thaïlandaises ont délibérément lâché des bombes, notamment des bombes à fragmentation, destinées à tuer de nombreux civils lao. La Thaïlande a de plus interdit les échanges commerciaux entre les populations des zones frontalières des deux pays et a intensifié sa propagande et ses actes d'hostilité contre la République démocratique populaire lao.

Cette dangereuse accumulation de violations a été inspirée par les éléments thaïlandais d'extrême-droite qui tentent systématiquement d'envahir le territoire lao. Depuis la signature des traités de 1904 et de 1907 entre la France et le Siam, ces éléments n'ont jamais renoncé à leur intention de s'approprier certaines parties du territoire lao. Pendant la période 1941-1946, avec l'appui des fascistes japonais engagés dans la deuxième guerre mondiale, ils ont occupé une portion du territoire lao dans la province de Sayaboury. En 1984, la Thaïlande a ouvertement fait occuper trois hameaux lao par ses troupes et cette situation n'est toujours pas réglée. L'impudence avec laquelle la Thaïlande déclare qu'elle aura recours à la force pour régler le différend concernant le village de Nabonoi montre bien que les cercles dirigeants thaïlandais n'ont pas abandonné leur ambition d'annexer une partie du territoire lao. Leur aventureuse entreprise militaire, qui bénéficie de l'appui de forces réactionnaires internationales, vise en outre à susciter des tensions dans la région dans le but de justifier leur politique d'affrontement que condamne l'opinion publique, tant nationale qu'internationale.

Les autorités thaïlandaises ont de nouveau porté des accusations contre le Viet Nam au sujet du différend frontalier lao-thaïlandais, afin d'égarer l'opinion publique et d'aider les réactionnaires de l'étranger à faire échec à la tendance de plus en plus nette au dialogue qui prévaut désormais dans la région. Les actes des autorités thaïlandaises finiront sans aucun doute par échouer car ils sont absolument contraires aux intérêts des peuples lao et thaïlandais, ainsi qu'aux aspirations à la paix et à la stabilité des autres peuples de l'Asie du Sud-Est.

La République socialiste du Viet Nam condamne fermement les attaques des réactionnaires thaïlandais visant à usurper des territoires lao et leur volonté délibérée de saboter la paix et la stabilité de la région, et exige la cessation immédiate de tous ces actes. Le Gouvernement et le peuple vietnamiens appuient

sans réserve la juste fermeté et la bonne volonté que manifeste la République démocratique populaire lao, qui ne cesse d'inviter la Thaïlande à entamer des négociations en vue de résoudre les problèmes qui se posent dans le cadre de leurs relations bilatérales, dans un esprit de bon voisinage et conformément aux principes énoncés dans les deux déclarations conjointes lao-thaïlandaises de 1979. Le Viet Nam appuie sans réserve la République démocratique populaire lao dans sa lutte pour la défense de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.
